

## Une «affaire bilatérale», selon un diplomate algérien

**La réouverture de la frontière terrestre algéro-marocaine est une question «exclusivement» bilatérale, non liée à un sommet maghrébin, a affirmé hier un haut diplomate algérien, commentant une récente déclaration de Rabat liant ces deux questions.**

Un haut diplomate a déclaré à l'AFP, sous le couvert de l'anonymat, que la tenue du sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA) prévu cet automne, d'une part, et la fermeture de la frontière terrestre algéro-marocaine, d'autre part, étaient deux questions «tout à fait distinctes» pour Alger. «La date (du sommet) sera fixée lorsque les réunions préparatoires auront abouti», a-t-il indiqué, réitérant la position d'Alger. Quant à la réouverture de la frontière, «celle-ci s'inscrit exclusivement dans le cadre de l'évolution des relations bilatérales», a réaffirmé ce diplomate, citant une déclaration récente du ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci.

Le Premier ministre marocain, Abdelillah Benkirane, avait récemment déclaré au quotidien Attajdid, l'organe de son parti islamiste Justice et développement (PJD), que les conditions de la tenue du sommet n'étaient «pas encore mûres», ajoutant que «tant que les frontières entre le Maroc et l'Algérie ne seront pas rouvertes» une telle réunion «sera seulement de pure forme». Interrogé sur cette déclaration, le ministère des Affaires étrangères algérien s'est, lui, refusé à tout commentaire.

Tunis devrait accueillir ce sommet en octobre afin de relancer l'UMA, qui regroupe depuis 1989 la Mauritanie, l'Algérie, le Maroc, la Libye et la Tunisie, mais est restée quasi inactive suite à des différends entre ses membres, notamment entre l'Algérie et le Maroc. Alger a décidé, en 1994, de fermer sa frontière terrestre avec Rabat après un attentat meurtrier à Marrakech, dont le royaume avait rendu responsable les services de renseignements algériens. Les deux pays ont aussi un profond désaccord sur le Sahara occidental, occupé depuis 1975 par le Maroc qui considère l'ex-colonie espagnole comme son territoire.